

Et si le meilleur moyen de sauver nos emplois était de renoncer au protectionnisme ?



Malgré des avantages indéniables, le protectionnisme a aussi beaucoup d'effets pervers. Petit tour d'horizon avec Renaud Chartoire. Extraits de "En finir avec 20 idées reçues sur l'économie française" (2/2).

Avec Renaud Chartoire

D'une part, dans un monde en compétition, il ne faut pas se leurrer ; si nous nous protégeons de nos partenaires commerciaux, ces derniers n'hésiteront pas à faire de même de leur côté vis-à-vis des produits que nous leur exportons. Il faudrait alors s'assurer que ce que nous gagnerions en emplois en réduisant nos importations soit plus élevé que ce que nous perdrons en voyant nos exportations se réduire.

D'autre part, sauf dans le cas du protectionnisme éducateur, protéger des activités non compétitives, c'est utiliser des ressources à des fins moins efficaces que si elles avaient été allouées dans des secteurs porteurs de croissance à venir.

C'est positif pour les entreprises et les emplois du secteur concerné, mais de telles mesures nous empêchent de nous spécialiser dans ce qui fera la richesse des pays développés demain. On retrouve ici l'argument le plus important mis en avant par les partisans du libre-échange, et que David Ricardo avait le premier présenté au début du XIXe siècle avec sa théorie des avantages comparatifs. La question originelle est : pourquoi les Nations échangent-elles des biens et des services ? Tout d'abord parce qu'elles ne sont pas capables elles-mêmes de produire certains biens. Ainsi, par exemple, la France importe du pétrole parce qu'elle ne possède pas sur son sol les ressources nécessaires à satisfaire ses besoins. Ce type d'échange ne fait a priori pas débat : grâce au commerce international, les consommateurs d'un pays peuvent avoir accès à tous les biens et services produits de par le monde. Cependant, Adam Smith, dès le XVIIIe siècle, puis Ricardo au XIXe, ont montré que les Nations avaient intérêt à stopper la production de certains biens ou services sur leur sol alors même qu'ils possédaient les compétences pour les réaliser, et de se consacrer entièrement à la production d'autres biens ou services. Selon eux, les pays sont gagnants à se spécialiser dans certains biens dans lesquels ils ont un avantage comparatif, plutôt que de produire eux-mêmes tout l'éventail des biens possibles.

Pour le comprendre, prenons le cas de Cristiano Ronaldo, l'un des footballeurs les mieux payés au monde. Il vit dans une grande villa à Madrid, et imaginons qu'il possède un véritable don pour le jardinage et le travail ménager, qu'il réalise bien plus rapidement que tous les personnels de service qu'il a testés. Il se dit donc qu'il serait irrationnel d'embaucher quelqu'un pour faire moins bien ce qu'il ferait lui-même. Sauf que... s'il le fait lui-même, il disposera de moins de temps pour réaliser son activité principale, le football, qui lui rapporte bien plus que ce qu'il économise à ne pas prendre de jardinier ou de femme de ménage. Il serait donc bien plus rationnel pour lui de consacrer son temps de travail à l'activité dans laquelle il excelle le plus, et de laisser le reste à autres. C'est pour cela

qu'un grand avocat dispose d'un greffier ou qu'un acteur dispose d'une attachée de presse ; on a toujours intérêt à se spécialiser dans ce que l'on fait le mieux. Et ce qui est vrai dans le cas d'un individu l'est tout autant dans celui des Nations ; quitte à utiliser ses ressources productives, il vaut mieux les affecter à la production du bien ou du service dans lequel on est plus productif, car se faisant on accroît la productivité globale grâce à un transfert d'activité des secteurs les moins productifs vers les secteurs les plus productifs.

Le commerce international est alors à la source d'une division internationale du travail, car chaque pays se spécialise dans un secteur différent, qui permet une allocation des ressources plus efficace. Cette réallocation optimale de la production est par conséquent source de gains de productivité, donc de croissance économique, et donc par extension d'emplois.

Dans ce cadre, ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en soi, ce n'est pas un problème de voir par exemple une partie de notre industrie textile se délocaliser ou de voir nos entreprises disparaître sous le poids de la concurrence internationale. Ce n'est pas un problème à partir du moment où cela résulte d'une réallocation internationale des ressources productives nous permettant de nous concentrer sur ce que nous faisons le mieux. Si c'est le cas, cela rendra notre structure productive plus performante.

Extrait de "[En finir avec 20 idées reçues sur l'économie française](#)", Ixelles éditions (26 septembre 2012)

